

Pionnières du féminisme et du syndicalisme : Léa Roback et Madeleine Parent

Dossier thématique réalisé par la Cinémathèque québécoise, en collaboration avec le RéQEF, 2023.

Ces transcriptions sont tirées des chutes de tournage du film *Madeleine Parent, tisserande de solidarité* (2002), réalisé par Sophie Bissonnette.

LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS CANADIENS (1952-1969)

Des syndicats canadiens indépendants (1952-1956)

Judith Murray : Dans les années 50, je crois que c'est en 52, Kent est allé travailler en Ontario.

Madeleine Parent : Oui, bien, il travaillait toujours en Ontario. Mais nous avons tout de suite après cette grève, nous avons convoqué nos représentants du Québec aussi. Ça leur coûtait pas cher, ils étaient ici. Et ceux des locaux Ontario et des deux locaux aux Maritimes aussi. Et là, nous avons décidé de former un syndicat canadien indépendant. Ce qui a été fait. Ça a été très, très dur. Et Kent et moi on en a discuté. Kent voulait qu'on recommence ici, mais je savais que sous le régime de Duplessis, les gens croiraient pas qu'on avait de chance à ce moment-là. Toujours que j'ai accepté de rester ici. Et j'ai fait ce qu'on appelle un combat d'arrière-garde, c'est à dire les membres d'ici dans les moulins qui avaient à se plaindre d'injustice, puis il y en avait, il y en avait. La compagnie a augmenté les tâches tout de suite au retour, après la grève. Par exemple, certaines femmes faisaient le double de ce qu'elles avaient fait avant et ça n'a pas été long que le corps s'usait à travailler comme ça. Et il y en a qui en ont souffert.

Alors quand les gens venaient, qu'on parlait d'un problème, des fois je faisais un tract avec eux puis j'allais le distribuer. Ce qui gênait la compagnie et ce qui gênait le syndicat, qui ne faisait rien pour les autres. Alors ça aidait de ce côté-là. Mais il y avait pas de chance d'obtenir une accréditation. Alors que Kent en Ontario, a réussi. Ça a été très modeste, mais l'usine de la Harding Carpets, par exemple, à Bramford, qui était une usine majeure dans l'industrie, avait des gens qui étaient bien décidés. Et, ils ont recruté dans le nouveau syndicat canadien. Mais le gouvernement d'Ontario était pas prêt à nous reconnaître comme ça non plus, hein? Même quand on avait la majorité. Alors ça a été toute une procédure pour prouver qu'il n'y avait pas seulement les grands congrès qui pouvaient avoir des syndicats, mais que des travailleurs, indépendamment, pouvaient former des syndicats. À la longue, après beaucoup, beaucoup de procédures, on a obtenu un vote. Mais le vote qu'on a obtenu, c'est que les travailleurs avaient le droit de voter pour le syndicat qu'ils avaient, qui les a trahis, ou pour ne pas avoir aucun syndicat. Ils ont compris que c'était le seul moyen pour nous de recommencer à neuf et de faire accréditer notre syndicat. Mais ça a été à peu près à 98 %. Ils ont voté pour aucun syndicat et le syndicat américain a été décertifié. Là, nous avons recommencé et nous avons été accrédités. Les gens ont dit à la compagnie :

« Là, ça fait assez longtemps que vous nous faites perdre du temps. On va négocier puis on va négocier vite ». Et il y avait tellement de mécontentement que c'est ce qui était arrivé.

À Welland, nous avons été tout de suite maraudés par le syndicat américain. Et à Welland il y avait des problèmes ethniques. D'abord, il y avait des Canadiens français qui étaient avec nous. Il n'y avait pas de problème. Il y avait des Italiens, qui étaient venus au Canada du temps de la montée du fascisme en Italie, et il n'y avait pas de problème. Mais il y avait tout un groupe de nouveaux Italiens du Sud qui n'avaient pas d'expérience industrielle en Italie, qui étaient proches de l'Église et qui ne parlaient pas aux anciens Italiens. Et les anciens nous disaient : « Il n'y a pas moyen de discuter avec ces gens-là. ils comprennent pas ». Et plus tard, on avait des Hongrois, qui sont venus aussi et la compagnie est allée en Europe recruter dans les camps où des profascistes, pronazis, avaient été internés après la guerre. Et ils les ont amenés au Canada comme des antisindicalistes. Alors à force d'être maraudés, d'année en année, en années, il fallait rien qu'on perde une fois. Et c'est ce qui est arrivé après je me rappelle pas combien de votes qu'on a gagnés. Mais on a recruté d'autres travailleurs aussi et on a formé notre syndicat à Toronto et à Brantford. On avait trois syndicats. à Brantford et on a réussi, malgré que ce n'était pas un gros syndicat ni un syndicat riche. Suite à la grève de 56 à la Harding Carpets, ça avait pris quatre ans pour que la compagnie nous confronte vraiment. Et la grève a été longue, mais ça a été une victoire, malgré tout ce que le gouvernement, la compagnie, la police, et des bureaucrates dans certains syndicats, ont fait, on a gagné cette grève. Et ça a été comme un point tournant. On a eu les meilleures conditions dans l'industrie du tapis au Canada. Alors on pouvait démontrer que, malgré que les unions internationales étaient censément plus nombreuses et plus fortes, les meilleures conditions avaient été gagnées par nous. Ce que d'ailleurs nous avons démontré à Welland aux moulins de coton, nous avons là les meilleures conditions. Mais avec tous ces gens qui n'avaient pas d'expérience industrielle et qui étaient sous l'influence du cardinal Carter à Toronto, on a fini par perdre. Et le syndicat s'est renforcé. Et là nous étions deux, Kent et moi, on n'avait plus de force, quand j'étais ici à faire un travail d'arrière-garde et lui là-bas en Ontario.

La création de la Confédération des syndicats canadiens (1968-1969)

Madeleine Parent : Et on s'est rendu compte qu'il y avait d'autres groupes de travailleurs qui avaient eu la même expérience que nous avec les unions internationales et qu'ils avaient fini par former des syndicats canadiens indépendants. Par exemple, dans la pulpe et le papier sur la côte Pacifique, il y avait plusieurs locaux qui s'étaient détachés de l'Union internationale et qui avaient formé un syndicat canadien. Dans le Grand Toronto, il y avait les briqueteurs et c'était une période où il y avait beaucoup de construction à Toronto. Dont un certain montant avec du marbre. Et vous comprenez que les contracteurs et les propriétaires n'avaient pas l'intention de laisser construire avec du marbre par des gens qui ne connaissaient pas le marbre, en Italie. Alors, les briqueteurs qui s'étaient battus pour être acceptés dans l'Union internationale, une fois rendus là-dedans, ils ont été victimes de toutes sortes de préjugés, ils en sont sortis, puis ils ont formé leur syndicat canadien indépendant. Alors nous les avons approchés, puis nous avons dit : « Est-ce qu'on pourrait pas travailler ensemble ? Peut-être former un conseil pour se consulter entre nous ? ». La même chose pour les gens dans la pulpe et le papier sur la côte Pacifique et pour des travailleurs à Sudbury, où j'étais allée plusieurs fois les aider quand ils subissaient du maraudage du Syndicat des Métallos. Au cours de ces maraudages, ils ont perdu la INCO – Internationale Nickel – mais ils ont gardé la Falconbridge et les mines de la Falconbridge et

tous les autres travaux connexes. Alors il se trouvait un syndicat qu'on appelait Mine Mill, mais qui était le seul qui restait.

Et nous avons contacté aussi les mineurs de la Mine Mill à Sudbury qui travaillaient pour les mines Falconbridge. Et nous étions tous d'accord qu'il était temps d'organiser une conférence de travailleurs dans les syndicats indépendants canadiens, qui seraient intéressés, surtout ceux que nous connaissions. Et la première conférence a eu lieu en 1968 à Sudbury et la conférence de fondation du mouvement a été en 69, également à Sudbury. Et là ils sont venus d'autres, par exemple les briqueteurs, qui étaient pour la grande majorité des Italiens et très recherchés par le patronat dans la construction, en Ontario surtout. Il y avait des travailleurs d'autres secteurs aussi et les gens des raffineries de Montréal sont venus aussi nous rencontrer et s'affilier. Il y avait tout un groupe au Manitoba qui avait formé un syndicat canadien indépendant dont quelques-uns étaient sortis d'unions internationales, qui avaient été trahis eux aussi pendant des grèves. Et d'autres, s'étaient organisés indépendamment avec ce groupe d'anciens grévistes. Et aussi, il y avait des groupes à Vancouver. Alors le mouvement s'est fondé et ça s'est développé. Et je pense que la principale contribution que nous avons faite, ç'a été de prouver que des syndicats canadiens indépendants pouvaient faire aussi bien, dans l'intérêt de leurs membres, que les grandes unions internationales. Et que la bureaucratie, qui était là dans beaucoup des unions internationales, n'était pas dans nos syndicats au même rythme certainement, que les gens, à la base, étaient obligés de s'occuper d'un syndicat parce qu'on n'avait pas une structure tellement compliquée. Et qu'ils étaient fiers de voir que les décisions se prenaient par eux, chez eux, dans leur syndicat, pas à Pittsburg, New York ou à Chicago, ni à Washington. Et que toute cette structure lourde dépendante, coûteuse, n'était pas nécessaire quand on était du pays et qu'on avait ses propres syndicats.

Il nous est arrivé aussi une nouveauté très agréable à voir de la part du gouvernement fédéral. Je ne pense pas que c'était leur intention, mais c'est ce qui est arrivé. C'est qu'ils ont adopté une loi selon laquelle les syndicats américains étaient dorénavant obligés de faire rapport au gouvernement sur les revenus qu'ils obtenaient des syndicats canadiens affiliés à eux et sur les dépenses au Canada. Et ces rapports étaient publiés annuellement. Et ça a été très intéressant de voir que pendant à peu près toutes les années, sauf peut-être une – je pense que c'était en 69 quand il y a eu beaucoup, beaucoup de grèves – en tout cas pendant toutes les autres années, les syndicats américains faisaient un profit sur les revenus qu'ils recevaient des travailleurs au Canada. Alors le mythe qu'on avait besoin de unions internationales parce qu'on était trop pauvre et qu'on n'était pas équipé, se trouvait une fois exposé, très convaincant qu'on peut faire mieux chez nous, entre nous, en nommant nos propres représentants et en ayant tous les pouvoirs de les changer quand nous croyions que c'était nécessaire. Et ça a permis aussi d'exposer, parce que les gens sont devenus plus curieux – « comment se fait-il » et le reste » – d'exposer les constitutions et règlements des unions internationales. Par exemple, dans ce temps-là, dans presque toutes les réunions internationales, le président résidant aux États-Unis, avait tous les pouvoirs de mettre en tutelle, un local, une région, un groupe de ses travailleurs. Le président, unilatéralement, sans consulter qui que ce soit. Alors, ça voulait dire qu'ils avaient le pouvoir d'instaurer une dictature sur leurs travailleurs canadiens. Et les tensions entre les bureaux chefs des unions internationales et des syndicats au Canada montaient surtout dans la période où des travailleurs au Canada, ne réussissant pas à avoir leurs revendications répondues, se préparaient à faire une grève. Là, on recevait des téléphones de Washington, New York, Pittsburgh ou ailleurs. « Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce que vous faites ? Faites bien attention ! ». Et la menace était qu'on n'aurait même pas droit au fonds de grève, là où il y en avait. Tous les syndicats en n'avaient pas non plus, Mais quand ça allait bien et qu'on se préparait pas pour une grève, ils recevaient notre argent, ils

mettaient ça en banque et puis on n'entendait pas parler d'eux. Alors pour eux, les revenus qu'ils recevaient du Canada étaient bien plus importants que les intérêts des travailleurs du Canada. Et ça a permis... les gens, d'abord, étaient étonnés. Et d'année en année, les rapports montraient toujours qu'on fournissait plus d'argent aux Américains qu'ils nous en donnaient. Alors les gens ont commencé à comprendre vraiment. Mais ça, on peut s'occuper de nos syndicats tout seul. On n'a pas besoin de toute cette structure lourde qui nous donne un faux sens de sécurité. Et nous sommes capables de diriger nos affaires nous-mêmes.

Maintenant, il y a des gens qui ont cru que, en recrutant de cette façon, on réussirait à avoir une grande confédération. Personnellement, je n'ai jamais pensé qu'on réussirait à faire ça. Mais ça a donné confiance aux gens et beaucoup de travailleurs syndiqués dans les secteurs publics, par exemple dans l'enseignement, dans la santé, dans l'administration du gouvernement, s'organisaient eux-mêmes dans des syndicats canadiens qui s'affiliaient aux grandes centrales aux grands congrès. Mais ça voulait dire que d'une part, il y avait plus de membres qui entraient dans les syndicats canadiens des centrales, mais ils ne livraient pas la bataille idéologique. Pourquoi ? Bien, ils étaient dans les mêmes congrès, dans les mêmes assemblées, avec des travailleurs, dans des syndicats américains. Et il faut croire qu'ils ne voulaient pas commencer toute une critique des méthodes et de la procédure des syndicats américains. Parce que, semble-t-il, ça aurait été plus malcommode à s'entendre avec eux dans les congrès, sur d'autres demandes. Nous, c'était pas notre idée. On se disait, il faut absolument questionner toute la procédure et inspirer aux gens la confiance en eux-mêmes. Qu'ils se mêlent de leur syndicat et ils en seront maîtres aussi. Et ce sera plus sain pour tout le mouvement. Eh bien, on est parti avec cette campagne, d'une période où, même avec des syndicats canadiens dans l'enseignement, dans le secteur public, à peu près 70 % de tous les syndiqués au Canada étaient dans des syndicats d'allégeance américaine. Et en y mettant la CTCC dans la balance aussi, comme syndicat canadien. Et aujourd'hui, à peu près 30 % des travailleurs syndiqués sont dans des syndicats américains et au moins 70 % sont dans des syndicats canadiens. Alors moi, je dis que nous avons réussi, même s'ils ne sont pas tous entrés dans nos rangs. C'est que la compréhension, la conscience et la confiance dans ce que nous pouvons faire nous-mêmes, est là. Et je pense que c'est un grand progrès.

Maintenant, quand... il y a une autre chose aussi. C'est qu'en nous groupant, en Conseil des syndicats canadiens et ensuite une Confédération des syndicats canadiens, la pression des maraudages s'est amoindrie. Je ne peux pas expliquer exactement, mais je sais une chose, c'est que quand un syndicat canadien à Winnipeg ou à Sudbury peut dire, nous avons des alliés en Colombie-Britannique, au Québec, en Ontario, Sud et le reste, ça rassure un peu. Ils ne sont pas tout seuls. Mais aussi, c'était comme si les syndicats américains devenaient... étaient plus sur la défensive. Et quand... avant notre campagne de développement des syndicats canadiens, quand un syndicat au Canada critiquait son Union internationale, il était plus fréquent que le président international se servait de ses pouvoirs absolus et mettent le groupe en tutelle. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus embarrassant pour eux de mettre un groupe canadien en tutelle, parce que les travailleurs ont un choix. Si ça fait pas l'affaire, on va faire comme les autres, former un syndicat canadien. Alors ils ont perdu un peu leurs dents. Mais il y a aussi un autre aspect, c'est que ce travail d'éducation populaire et de conscientisation s'est fait juste avant que le libre-échange soit rendu chez nous. Et moi je dis que si on avait laissé faire, qu'on n'avait pas engagé le débat avec cette initiative de syndicats canadiens, si les syndicats américains étaient un pouvoir presque absolu chez nous, on serait dans une bien mauvaise, plus mauvaise position pour nous défendre contre le libre-échange et toutes ces conséquences néfastes.

La Confédération et ses liens avec le mouvement étudiant, le Waffle et la CSN (années 1960 et 1970)

Sophie Bissonnette : Hier, on a parlé de votre rôle très important avec Kent dans la création du Conseil des syndicats canadiens puis de la Confédération. Je pense que vous vouliez aller plus loin pour essayer de voir un peu quelles avaient été les conséquences de la création du conseil.

Madeleine Parent : Il y a eu des conséquences qu'on n'avait pas prévues, mais qu'on a accueillies avec beaucoup de plaisir. C'est que le mouvement des étudiants, particulièrement en Ontario, où nous on se trouvait a très vite épousé la cause nationale pour les syndicats. Et alors eux, avec des professeurs, et c'était le temps du Waffle, c'est à dire du groupe de sociodémocrates au sein du Nouveau Parti démocratique, qui était plus nationaliste et plus militant. Et ils ont organisé des débats sur les campus de différentes universités. À l'Université de Toronto, Varsity, à Sudbury, à Carleton et d'autres à Toronto aussi dans des collèges. Et ils ont invité aux débats les chefs des grandes unions internationales pour débattre avec nous et la journée n'a pas été heureuse pour les chefs des grandes internationales. Kent s'est avéré un excellent *debator*. Et après une expérience comme ça, à Toronto, c'était à qui ne viendrait pas le débat contre Kent, et moi aussi, mais Kent était le plus éloquent là-dedans et le plus profond dans tout ça. Alors il se trouvait des fois qu'un professeur, qui avait accepté d'être dans le débat contre nous, mais lui accouplé avec un chef syndical, arrivait tout seul, puis il était obligé de faire le débat avec nous, ce qui n'était pas toujours le confort le plus désirable pour lui. Je me rappelle que... ah non j'oublie son nom là, un prof qui avait été mon prof à McGill sur la constitution canadienne, s'est trouvé pris tout seul comme ça. Et Steven Lewis à Sudbury avait été dans un débat avec nous et ça n'avait pas été trop bien pour lui.

Alors les étudiants se sont trouvés engagés dans les grandes questions du mouvement syndical et ça a été très bénéfique. Et ça faisait une génération plus jeune qui là avait un grand intérêt à voir comment ça se passait et à aider à combattre l'impérialisme américain et l'emprise qu'ils avaient sur nous, en appuyant les syndicats qui étaient des syndicats canadiens et qui faisaient le combat idéologique sur l'importance d'avoir nos syndicats chez nous. Et dans certains centres, où les travailleurs étaient organisés, ça avait une importance assez forte. Il y a eu des profs là-dedans qui ont été assez bien vus : Watkins à l'Université de Toronto, on en avait deux aussi à Carleton à Ottawa, Robin Matthews, et un mathématicien de ses collègues, il y avait un des Laxer aussi à Toronto. Et une des conséquences ont été que quand on a eu certaines grèves, ces profs organisaient avec les étudiants pour venir nous appuyer dans ces grèves. Par exemple, à Brantford, à la grève de la Texpack en 71, la compagnie n'avait pas pu trouver des *scabs* dans la ville de Brantford, alors ils étaient allés dans les bas-fonds d'Hamilton, qui est une ville syndicale, mais il y a toujours une section de la population appauvrie et qui n'a pas ses liens avec la société d'Hamilton. Et alors ils sont allés recruter ces gens et ils les emmenaient par un système qu'on a qualifié de *driver pool*, où les *scabs* étaient pris à leur maison, le matin, amenés en auto spéciale à un centre qui n'était pas déterminé ou connu d'avance, pour monter dans un autobus de la compagnie. Et ils étaient là, envoyés avec l'escorte de la police de Hamilton jusqu'aux frontières de la ville. Là, la police provinciale les prenait sous son aile, jusqu'à la ville qu'ils devaient traverser en venant vers Brantford où la police locale les prenait en charge. Et ensuite aux extrémités de la ville, la police provinciale, encore, les reprenait et les conduisait jusqu'à Brantford, où notre force policière transformée en escouade d'émeute – ils avaient pratiqué ça, puis ils avaient jamais eu le temps de s'en servir, mais ils s'en sont

servis dans notre grève. Ç'a été la première et la dernière fois que ça avait servi – et là les prenait et les conduisait à un Holiday Inn où les attendaient le gérant, toute la direction de la compagnie et les employés de bureau. Et là, ils étaient escortés par la police pour traverser les lignes de piquetage. Et les étudiants se levaient le matin, vers 4h, pour aller à Hamilton, chercher d'où le bus partait avec les *scabs* (rire). Et s'ils trouvaient, s'ils trouvaient pas, s'ils avaient le temps, ils se rendaient jusqu'à Brantford pour l'entrée aux barrières de l'usine. Un matin, deux... un étudiant et un prof, ils ont trouvé le bus, tout le groupe d'étudiants et un est monté sur le bus pour essayer d'arrêter la machine. Le chauffeur est parti en trombe, il est tombé puis il a eu un os de cassé, ainsi que le prof qui a voulu le sortir de là. Alors on avait eu nos victimes aussi dans le mouvement des étudiants et des profs, par rapport à Brantford, à cette grève.

Et d'autres actifs militants, dans les syndicats, pas nécessairement au haut de l'échelle, mais des représentants d'ateliers, des militants dans les locaux, se sont beaucoup intéressés. Il y en a qui étaient sympathiques au Waffle aussi. Alors ils venaient sur nos lignes de piquetage et emmenaient leurs compagnes ou leurs compagnons de travail. Et ça faisait qu'il y avait un mouvement assez prononcé. Une autre chose qui était arrivée, c'est que, alors qu'on avait été sous pression et sujets de maraudage régulièrement, à chaque fin de contrat. Nous avons trouvé avec la nouvelle Confédération des syndicats canadiens et d'autres de nos syndicats feraient que la pression des maraudages se faisait moins forte et nous étions plus libres de combattre directement pour nos conditions. Et j'ai eu l'impression que... un sentiment sympathique de la part des travailleurs dans les syndicats internationaux, restreignait les mouvements des bureaucrates. Alors ç'a fait un mouvement aussi important, le débat a continué dans d'autres pays. Certains syndicats dans les services publics qui étaient déjà canadiens, étaient fiers de voir que quelqu'un faisait le débat ouvertement, sur les principes, et surtout sur cette question de l'argent que les Américains faisaient en profit sur les paiements qu'on faisait à chaque année, à chaque mois, aux unions internationales qui a été une des révélations de toute cette campagne. Et comme je pense je l'ai déjà dit, en conséquence, dans quelques années, on a vu que nous sommes partis d'une situation où 70 % des travailleurs syndiqués au Canada avaient été dans les syndicats américains et nous en sommes venus au fait que c'était plutôt 70 % qui sont maintenant dans les syndicats canadiens. Et la minorité se trouve dans les syndicats américains. Ce qui restreint leur liberté d'agir et de dicter fortement, parce que là les travailleurs ont un choix. S'ils subissent une mauvaise expérience, une intervention contre leur droit de grève, quand c'est eux qui ont milité, qui ont suivi les négos et qui décident de faire la grève, et bien ils passent peut-être cette grève là, mais au prochain tour, ils sont tentés de s'organiser en syndicats canadiens.

Alors, ça a été salutaire. Et pour nous, le mouvement de syndicats de chez nous, que nous appuyions naturellement, impliquait la CSN aussi, même s'il s'appelait encore la CTCC. Parce qu'ils avaient évolué énormément et c'était un mouvement important. Et quand on parlait de syndicats canadiens, on voulait nullement que la CTCC en soit séparée. Mais on les montrait comme exemples de ce qui pouvait se faire. Puis comme c'était des années où il se passait beaucoup de choses à la CTCC, c'était le temps d'informer les travailleurs anglais, surtout qui se trouvaient avec ces unions bureaucratiques américaines, pour voir qu'est-ce qu'eux autres faisaient au Québec, et tâcher de créer une sympathie entre les deux. Alors je me tenais au courant et je venais ici. On avait gardé notre maison, mon beau-frère l'habitait dans ce temps-là, et je gardais mes racines ici quand même je travaillais ailleurs.